

Publié le 30 Janvier 2018

Rendez-vous à Sotchi

Sommet de Vladimir Poutine pour la paix en Syrie : la Russie, la Turquie et l'Iran peuvent-ils désormais se passer de l'Occident ?



Des représentants russes, turcs et iraniens se réuniront ces 29 et 30 janvier à Sotchi pour une nouvelle conférence de paix consacré à la question syrienne.



Avec [Alain Rodier](#)
[Voir la bio en entier](#)

Des représentants russes, turcs et iraniens se réuniront ces 29 et 30 janvier à Sotchi pour une nouvelle conférence de paix consacré à la question syrienne. Si Staffan de Mistura, envoyé spécial de l'ONU chargé de la recherche d'une résolution pacifique au conflit en cours en Syrie, participera à cette conférence, l'opposition syrienne en sera absente tous comme les différents représentants kurdes. Une résolution de la question syrienne sur le format présenté a-t-elle réellement des possibilités d'aboutir en l'absence des occidentaux ?

Alain Rodier : La conférence baptisée le "Congrès de dialogue national syrien" doit effectivement débiter pour deux jours le lundi 29 janvier à Sotchi. Elle est parrainée par la Russie, l'Iran et la Turquie. 1 500 invitations ont été

lancées. Mais cette réunion se présente sous de mauvais auspices. A savoir que le "Haut Comité pour les Négociations" (HCN) qui, depuis 2016, réunit sous l'égide de l'Arabie Saoudite des mouvements d'opposition syriens représentés aux pourparlers de Genève, a décliné l'offre. Les organisateurs espèrent encore que quelques uns de ses membres accepteront de faire le déplacement - sans toutefois pouvoir représenter le HCN -. De plus, Ankara a tiré une balle dans le pied à cette manifestation organisée depuis des semaines en déclenchant l'offensive "Rameau d'olivier" contre canton kurde syrien d'Afrin. Bien logiquement, le Parti de l'union démocratique kurde syrien (PYD) a, en conséquence, refusé de participer à cette rencontre dont les Turcs sont les co-organisateurs. De toutes façons, Ankara s'était fait tirer l'oreille par Moscou pour que des Kurdes puissent être présents à Sotchi mais refusait que ce soient des représentants du PYD considéré comme le cousin syrien du PKK (ce qui n'est pas faux). Disons le tout net, cette conférence qui devrait examiner la possibilité d'établir une nouvelle Constitution en Syrie n'a aucune chance d'aboutir. Même Moscou ne se fait pas d'illusions en déclarant que cela participe au processus général engagé par l'ONU (d'où l'invitation de son représentant pour la Syrie, Staffan de Mistura) pour "revitaliser" les négociations de Genève. Jusqu'à maintenant, les initiatives de Moscou qui s'étaient tenues à Astana puis à Sotchi avait connu quelques avancées comme l'établissement des "zones de désescalade" en Syrie où les combats devaient théoriquement cesser. Mais les bénéfices en avaient été surtout tirés par les forces gouvernementales syriennes qui avaient ainsi pu dégager des effectifs pour les répartir sur autres fronts.

Au delà de cette conférence de Sotchi, quelles sont les acteurs nécessaires à une résolution stable et pérenne du conflit ? La forme actuelle n'est-elle pas une garantie d'instabilité à venir ?

Il est terrible de constater que si les populations syriennes sont soumises à des souffrances intolérables depuis sept ans, aucun des intervenants extérieurs ne semble avoir vraiment intérêt à que cela s'arrête.. Les Occidentaux veulent la chute de Bachar el-Assad même s'ils n'en font plus un préalable à toute ouverture de discussions. De toutes façons, pour eux, il devra un jour être traduit devant la justice pénale internationale. A l'évidence, cela ne pousse pas le régime syrien à faire la moindre concession surtout au moment où se sent position de force. . Plus globalement, les Américains ne veulent pas que le régime de Damas aidé par ses alliés russe et iranien ne reprenne le contrôle de l'ensemble du territoire syrien. C'est pour cette raison que Washington se retrouve dans la situation inconfortable d'être obligé de continuer à soutenir les Forces démocratiques syriennes (FDS dont l'ossature reste le PYD) qui tiennent le nord de l'Euphrate jusqu'à la frontière irakienne tout en mécontentant Ankara pour cette aide apportée aux « terroristes séparatistes » kurdes. C'est ce qui explique en partie le déclenchement de l'opération « Rameau d'olivier » qui a théoriquement comme objectif militaire la prise de Manbij où se trouvent des GI's qui, pour l'instant, n'ont pas l'intention de bouger... Si les Américains quittaient les régions du Nord de l'Euphrate, ils ne craignent pas vraiment que les territoires tenus par les FDS soient repris par les forces gouvernementales syriennes, mais qu'un accord soit trouvé entre Damas et le PYD pour se partager la tâche. En effet, les forces syriennes pourraient contrôler la partie arabe récupérée sur Daech (dont la ville de Raqqa) et le PYD continuer à gérer le Rojava oriental (les cantons de Kobané et de Cizire). Horreur, le régime de Damas gagnerait en crédibilité et ce serait une victoire psychologique pour Moscou ! . Les Russes, pour leur part, veulent rester en Syrie pour étendre leur influence en Méditerranée. Il n'est pas certain qu'un règlement définitif de la situation sécuritaire dans le pays le leur permettrait, le gouvernement alors mis place pouvant à terme les trouver un peu trop "encombrants". Le fait que le régime de Damas continue à avoir besoin des militaires russes au jour le jour est la garantie de sa coopération pleine et entière. . Les Iraniens souhaitent toujours construire leur "corridor sécurisé" d'accès à la Méditerranée via l'Irak puis la Syrie. Le parcours reste aujourd'hui incertain plusieurs options étant sur la table. Les Israéliens sont totalement hostiles à cette politique d'influence et feront tout pour s'y opposer. Netanyahu s'en est entretenu avec Poutine hier à Moscou mais rien n'a filtré pour l'instant de ces entretiens. Une seule certitude: les relations sont bonnes entre Israël et la Russie pour de multiples raisons qui seraient trop longues à évoquer ici. . Les Saoudiens sont assez contents que l'"abcès de fixation" syrien continue à mobiliser les moyens de leur grand adversaire iranien. Ils partagent entièrement les vues de l'Etat hébreu qui veut contenir la poussée de Téhéran en Syrie. . Tous les groupes salafistes-djihadistes, qu'ils dépendent ou pas de Daech (qui existe encore) ou d'Al-Qaida, même s'ils savent bien qu'ils ne vaincront pas, veulent que la guerre perdure car c'est leur gagne pain quotidien. . Enfin, les Syriens eux-mêmes qui sont les premières victimes de cette guerre, restent très divisés même s'ils sont épuisés par toutes ces épreuves dont personne ne voit la fin.

Quels sont les obstacles à lever pour en arriver à mettre l'ensemble de ces acteurs "autour de la table" ? Il n'y a pas aucune solution miracle pour plusieurs raisons.. D'abord, les salafistes-djihadistes sont lancés dans une guerre interne à l'Islam (contre les chiites et les sunnites qui ne partagent pas leur idéologie de retour aux écritures des origines) et n'accepteront jamais de négocier. Quoique l'on en dise, les "mécréants" que nous sommes ne constituent que des "cibles secondaires" car leur objectif est d'abord d'établir le califat sur les pays musulmans dont tous les dirigeants sont considérés comme des "traîtres" et des "vendus". Il nous est reproché de soutenir ces mêmes dirigeants et nous devons en payer le prix. C'est uniquement lorsque les terres d'Islam seront entièrement tombées sous leur coupe que les salafistes-djihadistes entameront la conquête des terres impies. Ce qui est effrayant, c'est que les salafistes-djihadistes sont les vrais « révolutionnaires » du XXI^e siècle dont l'idéologie est en train de gagner peu à peu les "masses" musulmanes sans qu'aucun discours ne semble capable de leur barrer la route. Il faut dire que le réservoir de leurs recrues potentielles est immense. Tout "révolté" peut trouver dans le salafisme l'idéologie qui guidera ses pas - comme autrefois le marxisme-léninisme -. . Comme nous l'avons vu plus avant, les intérêts des nations engagées dépasse largement la Syrie elle-même. Alors, toutes les négociations avec les grandes (et moyennes) puissances qui obligerait les acteurs syriens à s'entendre sont vaines. Ensuite, plus il y a de participants qui assistent à des négociations, plus on est sûr d'aboutir à rien de concret. Il conviendrait de replacer le problème syrien dans le cadre beaucoup plus large de la situation au Proche et Moyen-Orient. Que les grandes puissances s'entendent d'abord en bilatéral (puis en multilatéral) sur leurs véritables objectifs pour essayer de créer un nouveau « Yalta ». Une fois que cela est fait, mettre les acteurs régionaux autour de la table, en particulier l'Iran et l'Arabie Saoudite pour tenter d'apurer les contentieux. Ensuite seulement, le faire pays par pays en sachant que les salafistes-djihadistes resteront en dehors du processus (de leur propre volonté) et que la seule façon de les gérer sera de tenter de les « contenir ». Tout cela relève bien sûr du rêve pieux mais pour résumer, si les dirigeants actuels souhaitent laisser leur trace (positive dans l'Histoire), il serait peut-être utile de commencer par un électrochoc : . une rencontre au sommet entre Trump et Poutine dont ils ne ressortiraient (comme lors d'un conclave qui désigne un nouveau pape) que lorsque des décisions concrètes sur des "zones d'influence" auraient été signées. . Cela devrait ensuite être élargi aux autres grandes puissances, Chine, Inde, Europe pour qu'elles mettent en phase leurs propres politiques étrangères. . Enfin, le plus délicat, obliger les acteurs régionaux à vraiment négocier : Iran, Arabie Saoudite, Israël, Turquie, pour enfin terminer par examiner la situation pays par pays (et ce n'est pas uniquement valable pour la Syrie). L'auteur a conscience d'être dans le "y'a qu'à, faut qu'on ..." et que cela demeure du domaine de la politique fiction. Mais au point où l'on en est, on peu se permettre un grain de folie...